

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

2,5 MILLIONS DE RETRAITÉS EN 2014

Les oubliés de l'élection présidentielle

Au niveau du seul régime des salariés, il y a 2,5 millions de retraités ! Personne n'a vu grossir ce nombre. Plus de la moitié des retraités ont de faibles pensions qui leur permettent à peine de survivre. Ces «laissés-pour-compte» de la République sont aussi les oubliés de cette campagne électorale pour la présidentielle. Ils sont absents des programmes électoraux des candidats. Personne ne s'en soucie, ils n'ont plus d'organisations représentatives, et eux-mêmes versent dans le «sauve-qui-peut individuel». Sous d'autres cieux, une «armée» de 2,5 millions de retraités aurait été très courtisée.

Les retraités sont les oubliés des élections. Manque d'information ou d'intérêt... Beaucoup parmi eux sont absents des listes électorales. Alors, comment expliquer l'absence de la question des retraites et de la situation des retraités dans les programmes des candidats et dans la campagne électorale ? Retraités ou «citoyenneté de seconde zone» ? Et dire que les seniors pourraient peser lourdement sur le scrutin présidentiel. Pourtant, c'est comme s'ils n'existaient pas aux yeux des candidats qui donnent l'impression de les ignorer ; d'où l'étrange sentiment que

les retraités sont totalement absents de la campagne, que ce soit pour la participation ou pour le boycott. Un silence peu rassurant. Oui, il existe des laissés-pour-compte. Pourquoi donc ?

Ces électeurs sont par essence plus mobilisables que les actifs dans pareille circonstance. Parmi eux, l'Algérie recense 40% de retraités pauvres et près d'un million de bénéficiaires du montant minimum de la pension de retraite, soit à peine 75% du SNMG. Nous avons posé cette question à certains d'entre eux : «Retraités, pourquoi on vous oublie ?» Voici quelques-unes



de leurs réponses : Les femmes et hommes politiques disent à longueur de journée : «Moi, si je suis élu (e), je ferai

ceci, et moi, je ferai cela !» Mais ont-ils vraiment le pouvoir de mettre en œuvre leur programme ?... «La politique, ce sont beaucoup de promesses très rarement tenues»... «Nous sommes les oubliés de ces élections, et ce n'est pas à notre âge qu'on va descendre dans la rue pour revendiquer et casser des vitrines.» «Je n'irai pas voter, parce que la bonne façon de se faire entendre, c'est parfois le silence.»

Propos qui en disent long sur le pessimisme de nos interlocuteurs. Si pour beaucoup, l'heure du changement n'a pas encore sonné, nombre d'entre eux considèrent que les plus jeunes doivent davantage s'impliquer pour que les choses s'améliorent.

Djilali Hadjadj

Un acrostiche^(*) «Le retraité»

Pauvre de toi, retraité
Après t'être arrêté
Une déprime t'a affecté.
Vie dans la précarité
Repos dans la vacuité
Et tes droits non respectés.

De graves inégalités
Et le mépris à supporter.

Tu te vois périliter
On t'a pressé puis jeté
Inutile, non redouté.

Ruminant l'iniquité
Espoirs déçus, dépité
Très nostalgique, attristé.
Résolu à surmonter
Au lieu de te lamenter

Indigné, tu veux lutter.
Tes tuteurs bien argentés
Echaudés, guettent l'unité.
Slimani Saïd

(*) Un acrostiche, du grec akrostikhos (akros, haut, élevé et stichos, le vers), est un poème, une strophe ou une série de strophes fondées sur une forme poétique consistant en ce que, lues verticalement de haut en bas, la première lettre ou, parfois, les premiers mots d'une suite de vers composent un mot ou une expression en lien avec le poème. Pour ce poème, les lecteurs auront trouvé d'eux-mêmes l'expression.

Nombre de bénéficiaires d'une pension ou d'une allocation de retraite au 31 décembre 2013

Pension de retraite : 2 268 264
Pension de retraite directe : 1 357 912
Retraite normale : 712 048
Retraite anticipée : 983
Retraite proportionnelle : 442 082
Retraite sans condition d'âge : 202 799
Pension de retraite de réversion : 910 352 dont pension de réversion principale : 582 973
Allocation de retraite : 207 175
Allocation de retraite directe : 139 693
Allocation de retraite de réversion : 67 482
Allocations diverses : 18
Retraite complémentaire : 214
Prestations servies à l'étranger : 6 783
Total général : 2 482 454

Une histoire récente, une situation fragile

Ce n'est que tardivement que le risque vieillesse est devenu une des branches de la Sécurité sociale, plus tardivement encore que les retraités. Pendant longtemps, le sort des personnes âgées, sans ressources et sans famille pour prendre soin d'eux, ne relevait que de la charité, à l'initiative d'organismes religieux, ou de la solidarité, à l'initiative par exemple des corporations pour leurs membres.

C'est l'Allemagne de Bismarck qui crée, en 1883, le premier système obligatoire, financé par la capitalisation de cotisations ouvrières et patronales, pour une retraite à 70 ans. Le système est introduit en France par la loi de 1910, pour une retraite à 65 ans (en 1912 : 60 ans pour les métiers les plus pénibles), mais l'obligation de cotisation est annulée en 1911. A la même époque sont créées également des caisses particulières pour les mineurs (1894) ou les cheminots (1909). Pendant la colonisation française, très peu d'Algériens ont bénéficié de ces avantages. C'est en 1910 qu'une loi instaure les

retraites ouvrières et payannes, à partir de 65 ans, âge ramené à 60 ans en 1912. Ces retraites sont financées par des cotisations des ouvriers et des patrons, elles ne concernent que les petits salaires et n'ouvrent droit qu'à une pension très faible. Cette loi est très mal appliquée, les bas salaires rendent difficile les cotisations, l'obligation des versements n'est pas respectée. En 1928, une loi crée les assurances sociales dans le secteur privé, sur cotisation obligatoire, là encore seulement pour les petits salaires. Comme les lois précédentes, elle fonctionne par capitalisation (sauf pour les fonctionnaires, auxquels s'applique un principe de traitement différé). Mais la non-rétroactivité du système, ce qui est la difficulté majeure de tout système de capitalisation, l'infla-

tion durable puis la guerre sapent le système ainsi mis en place.

En France est créée, en 1941, une allocation aux vieux travailleurs salariés, et qui adopte le principe d'une retraite pour tous, selon le principe de répartition. Ce principe est repris en 1945 par les ordonnances créant la Sécurité sociale : la branche vieillesse assure une pension de 20% du salaire, si la retraite est prise dès 60 ans, ou de 40 % à 65 ans, âge légal de la retraite.

Ce système est repris, consolidé et amélioré en Algérie, juste après l'indépendance. Puis la réforme de 1983 introduit l'unification du système des retraites. 30 années plus tard, c'est le statu quo : une gestion chaotique, sans bilan, sans projet et sans perspective.

LSR

COURRIER DES LECTEURS

«Pourquoi les retraités rappelés par Sonatrach sont-ils astreints aux cotisations retraite» ?

Nous sommes 50 travailleurs retraités rappelés par le Complexe GL1.K de l'entreprise Sonatrach... Contractuels, la durée de nos contrats varie entre 18 et 24 mois... Nos rémunérations ont été soumises à cotisation retraite, bien que le «versement de cotisation de retraite ne permette pas pour autant de réévaluer le montant de la pension de retraite»...

La question qui vient et qui s'impose à nous, pour ainsi dire, est la suivante :

• Est-il légal que notre rémunération soit soumise à cotisation retraite ?

S'il vous plaît, pourriez-vous nous apporter votre éclairage sur ce point et nous indiquer les démarches à entreprendre...

Merci d'avance de votre réponse.

RÉPONSE : C'est une disposition prévue par la loi, mais il est vrai aussi que la loi n'a pas prévu ce type de cas de figure. Le législateur devrait introduire des modifications qui ne pénalisent pas doublement le retraité salarié. Pour le moment, les employeurs, la Cnas et la CNR, ne font qu'appliquer la loi.

A nos lecteurs

Les «Soir Retraite» des mardi 25 mars, 1^{er} et 8 avril 2014 ne sont pas parus pour des raisons liées à l'abondance de matière, «campagne électorale» oblige. Toutes nos excuses à nos lecteurs.